

**M. Stevens:** Je n'ai pas besoin de rappeler au leader du gouvernement à la Chambre que le gouvernement n'a remporté le vote à la Chambre qu'en amenant ses partenaires socialistes à ma gauche...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Stevens:** ... à appuyer cette nouvelle intervention de l'État dans le secteur privé. Lorsque cette affaire aura été conclue avec Nordair, combien de sociétés de la Couronne ou d'entreprises d'État compterons-nous alors au Canada, mettons, à dix près?

● (1132)

**M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, je ne répondrai pas à cette question parce que je ne garde pas ces faits à l'esprit.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** Je me contenterai de signaler que je ne garde pas ces chiffres dans ma tête. Si le député veut faire inscrire la question au *Feuilleton* nous essaierons d'y répondre. Par ailleurs, je vais commenter l'observation du député sur ces associés socialistes. Cette motion de l'opposition officielle aurait été défaite de toute façon, même sans l'appui du NPD, lequel en l'occurrence a fait preuve d'un bon sens rare, exceptionnel, en appuyant le gouvernement.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA HAUSSE DES PROFITS DES GRANDES SOCIÉTÉS—L'INCIDENCE SUR L'INFLATION

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre des Finances. Des nouvelles récentes révèlent que les profits des entreprises les plus importantes du Canada ont augmenté en moyenne de 25 à 30 p. 100 au cours des neufs premiers mois de cette année par rapport à l'an dernier.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si son ministère fera enquête sur ces hausses spectaculaires de profits et leurs conséquences inflationnistes nocives en égard aux hausses récentes des prix?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, on note en effet une certaine amélioration au chapitre des profits des entreprises. Il n'y a absolument rien de mal à ça. Les entreprises ont besoin de réaliser des profits pour réinvestir. Nous devrions y voir une amélioration de l'économie canadienne. Les profits des entreprises qui sont encore assujetties aux lignes directrices de la Commission de lutte contre l'inflation feront bien sûr l'objet d'une enquête pour voir si on n'a pas enfreint les lignes directrices, mais je tiens à faire remarquer au député qu'il nous faut tenir compte de la base quand nous parlons des profits des entreprises. Il arrive qu'une augmentation de 30 p. 100 par rapport à une très faible base ne représente pas une grosse somme. Mais la base de référence n'est pas la même dans le cas des salaires, qui augmentent chaque année.

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, le ministre se rend-il compte que le gouvernement demande aux travailleurs de

### Questions orales

restreindre leurs revendications salariales à des augmentations de 6 p. 100, alors que, pour les neufs premiers mois de cette année, les profits des banques et des sociétés de fiducie ont augmenté de 25 à 30 p. 100? D'ailleurs, ce taux d'augmentation prévaut depuis quatre ou cinq ans.

Le ministre enjoindra-t-il ces institutions financières d'annuler leurs récentes augmentations des taux d'hypothèques, qui représentent un lourd fardeau pour les propriétaires éventuels?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, la politique du gouvernement est de laisser les forces du marché déterminer le niveau des intérêts des hypothèques, et le reste; les taux d'intérêt ont augmenté au Canada comme tout le monde le sait et, à cause de la concurrence dans le marché, les taux d'intérêt des hypothèques n'ont pas augmenté aussi rapidement que les autres taux d'intérêt dans le système économique canadien.

[Traduction]

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, le ministre sait-il que les grandes entreprises de fabrication de papier journal ont augmenté leurs prix au Canada tout en enregistrant d'énormes augmentations bénéficiaires, soit de 179 p. 100 dans le cas de l'Abitibi Paper et de 40 p. 100 dans le cas de la Crown Zellerbach? Si oui, va-t-il les enjoindre d'annuler leurs récentes hausses de prix qui ne font qu'exercer une pression ascendante sur le coût de la vie au Canada?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, nous avons mis fin aux contrôles et l'honorable député et les membres de son parti ont régulièrement fait de longs discours à la Chambre s'opposant au système de contrôles que nous avons instauré au Canada à partir d'octobre 1975, et je le vois aujourd'hui qui me demande de réimposer les contrôles. Je ne suis pas prêt à le faire.

\* \* \*

### LA MAIN-D'ŒUVRE

#### LE PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL—ON DEMANDE QUE LE MINISTRE RENCONTRE SON HOMOLOGUE QUÉBÉCOIS EN VUE D'ÉLIMINER LES ENTRAVES

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

À la suite de la motion que j'ai présentée tout à l'heure au sujet des difficultés qu'éprouvent certains parrains de projets de Canada au travail, savoir, que les inspecteurs du gouvernement provincial visitent des chantiers, et je connais la plainte d'un maire qui exécute un contrat pour sa municipalité dans le cadre de Canada au travail, d'un côté, les gens veulent travailler, d'un autre, des inspecteurs visitent les chantiers pour qu'ils ne travaillent pas, et je trouve cela anormal; je voudrais donc demander au ministre s'il est au courant de cette situation, si de nombreux cas lui ont été présentés, et dans l'affirmative, est-ce que le ministre se propose d'avoir des entretiens avec le ministre du Travail de la province de Québec afin qu'on en vienne à une entente sur cette question, pour qu'on puisse normalement exécuter les travaux tels que présentés par les parrains des projets?